

Art. 12. L'Office de Renseignements et d'Aide aux familles de militaires peut, de sa propre initiative, procéder au contrôle de la situation de l'intéressé, afin de vérifier s'il remplit encore les conditions mentionnées au chapitre II.

Section 3. — De la décision

Art. 13. La décision d'octroyer ou non l'allocation sociale pour autant que les conditions soient oui ou non remplies est prise par le Ministre de la Défense nationale sur proposition de l'Office de Renseignements et d'Aide aux familles de militaires lequel a effectué les recherches et constatations nécessaires.

La décision doit être prise dans les deux mois qui suivent la date de réception de la demande sauf force majeure. Elle est notifiée à l'intéressé dans un délai de quinze jours suivant la date de clôture de l'enquête.

Section 4. — De la déchéance du droit à l'allocation sociale

Art. 14. Le milicien perd le droit à l'allocation sociale lorsque le Ministre de la Défense nationale constate que les conditions visées au chapitre II ne sont plus remplies.

Le Ministre de la Défense nationale fixe la date à laquelle le milicien n'avait plus droit à cette allocation.

Art. 15. Lorsque le milicien néglige de se conformer aux obligations visées à l'article 10 du présent arrêté, le Ministre de la Défense nationale peut prononcer la déchéance du droit à l'allocation sociale.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1er novembre 1990.

Art. 17. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
G. COËME

Le Ministre du Budget,
H. SCHILTZ

Art. 12. Het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen kan op eigen initiatief overgaan tot de controle van de toestand van betrokkene, ten einde vast te stellen of deze nog de voorwaarden, vermeld in hoofdstuk II, vervult.

Afdeling 3. — De beslissing

Art. 13. De beslissing tot het al dan niet toekennen van de sociale vergoeding voor zover de voorwaarden al dan niet vervuld zijn wordt genomen door de Minister van Landsverdediging op voorstel van het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen die de nodige onderzoeken en vaststellingen verricht heeft.

De beslissing dient genomen binnen de twee maand die volgt op de datum van ontvangst van de aanvraag, behalve in geval van overmacht. Ze wordt aan betrokkene betekend binnen een termijn van vijftien dagen die volgt op de datum van het afsluiten van het onderzoek.

Afdeling 4. — Het verval van het recht op de sociale vergoeding

Art. 14. De dienstplichtige verliest het recht op sociale vergoeding wanneer de Minister van Landsverdediging vaststelt dat de voorwaarden vermeld in hoofdstuk II niet meer vervuld zijn.

De Minister van Landsverdediging stelt de datum vast waarop de dienstplichtige geen recht meer op deze vergoeding had.

Art. 15. Indien de dienstplichtige nalaat de verplichtingen vermeld in artikel 10 te vervullen, kan de Minister van Landsverdediging het verval van het recht op sociale vergoeding uitspreken.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1990.

Art. 17. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 februari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
G. COËME

De Minister van Begroting,
H. SCHILTZ

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 91 — 552

Arrêté royal autorisant certains agents du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre

Commission consultative
de la protection de la vie privée

Avis n° 88/074 du 15 décembre 1988

Objet : projet d'arrêté royal autorisant certains agents du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification dudit registre

La Commission Consultative de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

Vu la demande d'avis du 14 octobre 1988 du Ministre de l'Intérieur;

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 91 — 552

Koninklijk besluit waarbij aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register worden verleend

Raadgevende commissie
voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Advies nr. 88/074 van 15 december 1988

Betreft : ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register worden verleend

De Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

Gelet op het verzoek om advies van 14 oktober 1988 van de Minister van Binnenlandse Zaken;

A émis le 15 décembre 1988 l'avis suivant :

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis à la Commission a pour but d'autoriser certains agents du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique à accéder au Registre national des personnes physiques et de les autoriser à utiliser le numéro d'identification dudit registre.

Ces autorisations sont justifiées par la gestion administrative de plusieurs fichiers de personnes tenus par le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, parmi lesquels se trouve la banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public.

Cette justification ne modifie pas la nature des autorisations accordées qui sont fondées sur la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques. La référence, dans le préambule du projet d'arrêté royal, à l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 est donc superflue.

L'article 3 du projet d'arrêté royal tend à autoriser « les membres du personnel du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique visés à l'article 1er » à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national.

L'article 1er, 3°, vise les fonctionnaires de niveau 1 de certaines administrations qui sont désignés nommément et par écrit par le Ministre dont ils relèvent, c'est-à-dire soit le Ministre de l'Intérieur, soit le Ministre de la Fonction publique.

Moyennant le respect scrupuleux des conditions de désignation nominative et par écrit par le Ministre compétent, la Commission n'a pas d'objection de principe contre cette faculté de désignation.

Elle approuve la précision selon laquelle les fonctionnaires ainsi désignés doivent relever de l'un des quatre services ou administrations énumérés à l'article 1er, 2°.

En dépit de cette précision, la Commission souhaite toutefois que la faculté de désignation soit limitée aux seuls fonctionnaires qui, au sein de ces services et administrations, doivent utiliser le numéro d'identification en raison de leur fonction.

D'autre part, bien que l'autorisation d'accès au Registre national accordée par l'arrêté en projet soit fondée sur l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 8 août 1983 et qu'elle ne doit, dès lors, pas être préalablement soumise à l'avis de la Commission, celle-ci se permet, en vertu du droit qui lui est reconnu à l'article 12, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983, d'exprimer le vœu que la faculté de désignation, sur base de l'article 1er, 3°, du projet d'arrêté, des membres du personnel qui sont autorisés à accéder aux informations du Registre national soit également limitée aux seuls fonctionnaires qui doivent avoir accès aux informations du Registre national en raison de leur fonction.

La Commission propose, afin de tenir compte de ces souhaits, de modifier de la manière suivante l'article 1er, 3°, qui porte sur la faculté de désignation des fonctionnaires tant pour l'autorisation d'accès au Registre national que — en raison de la référence de l'article 3 à l'article 1er — pour l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification :

« Les fonctionnaires de niveau 1 relevant des administrations visées au 2° ci-dessus qui, en raison de leur fonction, ont été désignés nommément et par écrit à cette fin par le Ministre dont ils relèvent ».

La Commission souhaite, en outre, que la liste des membres du personnel du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique désignés sur base de l'article 1er, 3°, soit dressée annuellement, avec la mention de leur grade et de leur fonction, et qu'un exemplaire de cette liste lui soit, à chaque fois, remis.

L'article 3, 1^o, du projet d'arrêté royal autorise les membres du personnel visés à l'article 1er à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national dans leurs relations internes à seule fin d'identification de ces personnes dans les fichiers tenus par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique dans l'exercice de ses compétences.

La Commission n'a pas d'objection contre ce type d'utilisation du numéro d'identification.

L'article 3, 2^o, du projet d'arrêté royal autorise les fonctionnaires désignés à l'article 1er à utiliser le numéro d'identification, à seule fin d'identification des personnes dans les fichiers de personnes tenus par le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique dans

Heeft op 15 december 1988 volgend advies uitgebracht :

Het aan de Commissie voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit beoogt aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register te verlenen.

Die machtigingen worden gerechtvaardigd door het administratief beheer van meerdere personenbestanden gehouden door het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, waaronder de databank betreffende de personeelsleden van de overheidssector.

Die rechtvaardiging wijzigt niet de aard van de verleende machtigingen die op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen zijn gegrond. De verwijzing in de aanhef van het ontwerp van koninklijk besluit naar het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 is dus overbodig.

Artikel 3 van het ontwerp van koninklijk besluit beoogt « de bij artikel 1 bedoelde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt » ertoe te machtigen het identificatienummer te gebruiken van de personen ingeschreven in het Rijksregister.

Artikel 1, 3^o, heeft betrekking op de ambtenaren van niveau 1 van bepaalde besturen die met name en schriftelijk worden aangewezen door de Minister onder wie zij ressorteren, te weten ofwel de Minister van Binnenlandse Zaken, ofwel de Minister van Openbaar Ambt.

Mits de bevoegde Minister bovengenoemde aanwijzingsvoorwaarden strikt naleeft, heeft de Commissie geen principieel bezwaar tegen die aanwijzingsbevoegdheid.

De Commissie verklaart zich akkoord met de nadere omschrijving naar luid waarvan de aldus aangewezen ambtenaren onder de bevoegdheid van één van de vier diensten of afdelingen opgesomd bij artikel 1, 2^o, moeten vallen.

Ondanks die nadere omschrijving wenst de Commissie echter dat de aanwijzingsbevoegdheid beperkt wordt tot de ambtenaren die binnen deze diensten of afdelingen het identificatienummer uit hoofde van hun ambt moeten gebruiken.

Hoewel de machtiging tot toegang tot het Rijksregister die door het ontwerp van besluit verleend wordt, op artikel 5, eerste lid, van voornoemde wet van 8 december 1983 is gegrond en hoewel zij dus niet voorafgaandelijk aan het advies van de Commissie moet worden onderworpen, drukt de Commissie, krachtens het recht dat aan haar bij artikel 12, derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 is toegekend, de wens uit dat de aanwijzingsbevoegdheid, op basis van artikel 1, 3^o, van het ontwerp van besluit van de personeelsleden die toegang hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister, eveneens beperkt wordt tot die ambtenaren die de toegang tot het Rijksregister nodig hebben omwille van hun functie.

De Commissie stelt bijgevolg voor om artikel 1, 3^o, dat betrekking heeft op de aanwijzingsbevoegdheid van ambtenaren zowel wat betreft de toelating tot toegang tot het Rijksregister als wat betreft — omwille van de verwijzing van artikel 3 naar artikel 1 — de toelating tot gebruik van het identificatienummer, aldus te wijzigen :

« de ambtenaren van niveau 1 die onder de bevoegdheid vallen van de onder 2^o genoemde besturen en die daartoe uit hoofde van hun ambt met name en schriftelijk worden aangewezen door de Minister onder wiens bevoegdheid zij vallen ».

De Commissie wenst bovendien dat de lijst van de personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt die op grond van artikel 1, 3^o, aangewezen worden, jaarlijks wordt opgesteld met vermelding van hun graad en functie en dat haar telkenmale een exemplaar van die lijst wordt bezorgd.

Bij artikel 3, 1^o, van het ontwerp van koninklijk besluit worden de bij artikel 1 bedoelde personeelsleden gemachtigd in hun interne betrekkingen het identificatienummer te gebruiken van de personen ingeschreven in het Rijksregister, zulks uitsluitend met het oog op de identificatie van die personen in de bestanden gehouden door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, in de uitoefening van zijn bevoegdheden.

De Commissie heeft geen bezwaar tegen een dergelijk gebruik van het identificatienummer.

Bij artikel 3, 2^o, van het ontwerp van koninklijk besluit worden de in artikel 1 bedoelde personeelsleden gemachtigd het identificatienummer te gebruiken, zulks uitsluitend voor de identificatie van de personen in de bestanden gehouden door de Minister van Binnen-

l'exercice de ses compétences, dans les relations qu'ils ont avec le titulaire du numéro ou son représentant légal et avec les autres autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification du Registre national.

En ce qui concerne les relations entre les fonctionnaires désignés à l'article 1er du projet d'arrêté royal et le titulaire du numéro ou son représentant légal, la Commission rappelle que le numéro d'identification ne peut être mentionné d'office sur des documents portés à la connaissance de tiers non-autorisés (par exemple : virement par l'intermédiaire d'une institution financière, convocation par carte postale).

Le titulaire peut inscrire lui-même son numéro sur ces documents, mais il ne peut y être obligé.

La Commission peut accepter l'utilisation du numéro d'identification dans les relations du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique avec le titulaire du numéro ou son représentant légal dans la mesure où il sera tenu compte de cette considération.

En ce qui concerne les relations entre les fonctionnaires désignés à l'article 1er de l'avant-projet et les autres autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification, la Commission estime qu'elles doivent avoir lieu dans le cadre de l'exercice des compétences légales et réglementaires tant en ce qui concerne le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique qu'en ce qui concerne ces autres autorités publiques et organismes.

Ceci est prévu, en ce qui concerne le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, à l'article 1er du projet d'arrêté royal, auquel se réfère l'article 3 qui précise « à seule fin d'identification dans les fichiers visés au même article » (l'article 1er).

La Commission souhaite, néanmoins, par souci de précision, que les adjectifs qualificatifs « légales et réglementaires » soient ajoutés après le terme « compétences », à la fin du premier membre de phrase de l'article 1er du projet d'arrêté royal.

Le projet d'arrêté royal ne prévoit pas que les relations avec les autres autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification doivent aussi avoir lieu dans le cadre de l'exercice des compétences légales et réglementaires de ces autres autorités publiques et organismes eux-mêmes.

La Commission propose, par conséquent, de modifier l'article 3, 2°, du projet d'arrêté royal en y insérant les mots suivants entre « ... qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation prévue à l'article 8 de la loi précitée du 8 août 1983 » et « d'autre part » :

« et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires ».

Sous réserve de ce qui précède, la Commission émet un avis favorable au projet d'arrêté royal qui lui est présenté.

Le Secrétaire,
A. Pipers.

Le Président,
D. Holsters.

29 JANVIER 1991. — Arrêté royal autorisant certains agents du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment les articles 5 et 8;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection de la vie privée, rendu le 15 décembre 1988;

landse Zaken en Openbaar Ambt in de uitoefening van zijn bevoegdheden, in de betrekkingen die zij hebben met de houder van dat nummer of met zijn wettelijke vertegenwoordigers, en met de openbare overheden en instellingen die zelf de machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister hebben gekregen.

Wat de betrekkingen tussen de in artikel 1 bedoelde ambtenaren en de houder van het nummer of zijn wettelijke vertegenwoordiger betreft, herinnert de Commissie eraan dat het identificatienummer niet ambtshalve mag worden vermeld op documenten die ter kennis worden gebracht van niet gemachtigde derden (bv. overschrijving door tussenkomst van een financiële instelling, oproep per briefkaart).

De houder mag zelf zijn identificatienummer aanbrengen op deze documenten, maar hij kan daartoe niet verplicht worden.

De Commissie kan het gebruik van het identificatienummer in de betrekkingen tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en de houder van het nummer of zijn wettelijke vertegenwoordiger aannemen voor zover met die opmerking rekening wordt gehouden.

De Commissie is van oordeel dat de betrekkingen tussen de bij artikel 1 bedoelde ambtenaren en de andere openbare overheden en instellingen die zelf de machtiging tot het gebruik van het identificatienummer hebben gekregen, plaats moeten hebben in het kader van de uitoefening van de wettelijke en reglementaire bevoegdheden zowel wat het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt betreft als wat de andere openbare overheden en instellingen betreft.

Wat het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt betreft is dit voorzien bij artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit waarnaar artikel 3, met name « uitsluitend voor hun identificatie in de bij hetzelfde artikel bedoelde bestanden » (artikel 1), verwijst.

De Commissie wenst niettemin dat, ter verduidelijking, vóór de term « bevoegdheden », aan het eind van het eerste zinsdeel van artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit de bijvoeglijke naamwoorden « wettelijke en reglementaire » worden ingevoegd.

Het ontwerp van koninklijk besluit bepaalt niet dat de betrekkingen met de andere openbare overheden en instellingen die zelf de machtiging hebben verkregen tot het gebruik van het identificatienummer ook in het kader van de uitoefening van de wettelijke en reglementaire bevoegdheden van deze andere openbare overheden en instellingen zelf moeten plaatshebben.

De Commissie stelt bijgevolg voor om artikel 3, 2°, van het ontwerp van koninklijk besluit te wijzigen door invoeging van de volgende woorden tussen « ... die zelf de machtiging hebben gekregen bedoeld bij artikel 8 van voornoemde wet van 8 augustus 1983 » en « anderzijds » :

« en die handelen in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden ».

Onder voorbehoud van hetgeen voorafgaat, brengt de Commissie een gunstig advies uit over het ontwerp van koninklijk besluit dat haar is voorgelegd.

De Secretaris,
A. Pipers.

De Voorzitter,
D. Holsters.

29 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit waarbij aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register worden verleend

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op de artikelen 5 en 8;

Gelet op het advies van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 15 december 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Fonction publique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'accomplissement des tâches liées à la gestion administrative des fichiers de personnes tenus par le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique dans l'exercice de ses compétences légales et réglementaires, sont autorisés à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1er, 1° à 3°, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, dans les limites fixées à l'article 2 du présent arrêté :

- 1° le Secrétaire général;
- 2° les chefs des administrations suivantes :
 - a) le Service d'administration générale;
 - b) la Direction générale des Services généraux;
 - c) la Direction générale de la Protection civile;
 - d) la Direction d'administration de la Police générale du Royaume;
- 3° les fonctionnaires de niveau 1 relevant des administrations visées au 2° qui, en raison de leur fonction, ont été désignés nommément et par écrit à cette fin par le Ministre dont ils relèvent.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1er ne peuvent être utilisées qu'à des fins de gestion interne. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1er :

- 1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ainsi que leurs représentants légaux;
- 2° les autorités publiques et les organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi du 8 août 1983.

Art. 3. Les membres du personnel du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique visés à l'article 1er sont autorisés à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques, à seule fin de leur identification dans les fichiers visés au même article :

- 1° dans leurs relations internes;
- 2° dans les relations qu'ils ont avec le titulaire de ce numéro ou avec son représentant légal d'une part, et avec les autres autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation prévue à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires, d'autre part.

Art. 4. La liste des membres du personnel du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique délégués conformément aux articles 1er, 3°, et 3, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission consultative de la protection de la vie privée.

Art. 5. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Ministre de la Fonction publique,
R. LANGENDRIES

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Openbaar Ambt, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor het vervullen van de taken in verband met het administratieve beheer van de personenbestanden die door het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt worden bijgehouden in de uitoefening van zijn wettelijke en reglementaire bevoegdheden, wordt, binnen de in artikel 2 van dit besluit bepaalde grenzen, tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 3°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, toegang verleend aan :

- 1° de Secretaris-generaal;
- 2° de hoofden van de volgende besturen :
 - a) de Dienst van Algemeen Bestuur;
 - b) de Algemene Directie van de Algemene Diensten;
 - c) de Algemene Directie van de Civiele Bescherming;
 - d) de Bestuursdirectie van de Algemene Rijkspolitie;

3° de ambtenaren van niveau 1 die onder de bevoegdheid vallen van de onder 2° genoemde besturen en die daartoe uit hoofde van hun ambt met name en schriftelijk worden aangewezen door de Minister onder wiens bevoegdheid zij vallen.

Art. 2. De met toepassing van artikel 1 verkregen informatiegegevens mogen slechts worden gebruikt ten behoeve van intern beheer. Zij mogen niet worden meegedeeld aan derden.

Voor de toepassing van het eerste lid worden niet als derden beschouwd :

- 1° de natuurlijke personen op wie die informatiegegevens betrekking hebben en hun wettelijke vertegenwoordigers;
- 2° de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983.

Art. 3. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt worden gemachtigd het identificatienummer te gebruiken van de personen ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen, uitsluitend voor hun identificatie in de bij hetzelfde artikel bedoelde bestanden :

- 1° in hun interne betrekkingen;
- 2° in de betrekkingen die ze hebben met de houder van dat nummer of met zijn wettelijke vertegenwoordiger enerzijds, en met de andere openbare overheden en instellingen die zelf de machtiging hebben gekregen bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 en die handelen in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden, anderzijds.

Art. 4. De lijst van de overeenkomstig de artikelen 1, 3°, en 3 gedelegeerde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, wordt jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegestuurd.

Art. 5. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Openbaar Ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

De Minister van Openbaar Ambt,
R. LANGENDRIES